

AUX ORIGINES DE LA PENSÉE POLITIQUE AMÉRICAINE de Dick Howard.  
 Buchet-Chastel, 412 p., 22 •.

Aux yeux de bien des Européens, les Etats-Unis donnent l'image d'un pays démocratique fidèle aux traditions libérales anglaises et illustrant les défauts de la modernité, l'utilitarisme et le conformisme. La profondeur proprement philosophique de leur tradition, qui tient d'abord à l'expérience historique dont les Etats-Unis sont le théâtre, leur échappe. La Déclaration d'indépendance de 1776 et la Constitution de 1787 se nourrissent d'une histoire vécue par les colons, pensée et repensée par les Pères fondateurs de la démocratie américaine. Une histoire que Dick Howard connaît admirablement et à partir de laquelle il met en évidence l'originalité de la tradition politique américaine.

Pendant plus d'un siècle les colons, séparés de leur pays d'origine par un océan, se souciaient d'abord de leur survie. La distance empêchait l'Angleterre de trop se mêler de leurs affaires. Les treize colonies étaient fières de leur souveraineté. Elles avaient leurs écoles, leurs églises, leurs élites ; elles différaient par le climat et le sol, les industries et le commerce ; elles ne partageaient que leur état de colonisées, dont elles se refusaient à prendre conscience. Entre 1754 et 1775, une révolution intervint dans les mentalités. Les treize colonies furent contraintes par les événements à concevoir leur unité.

Terminée par la victoire anglaise, la guerre contre les Français et les Indiens, de 1755 à 1763, a révélé aux colons leur propre statut de colonisés. Bien qu'alliés, les Américains et les Anglais ont pris conscience de ce qui les séparait. Les premiers ont découvert les prétentions aristocratiques des officiers anglais, les seconds la grossièreté et la bonhomie égalitaire des soldats américains. Les conflits se multiplièrent lorsque le Parlement décida que les colonies, qui devaient leur nouvelle liberté d'action à la victoire anglaise, auraient à contribuer à la cause commune par des taxes supplémentaires.

#### S'ÉLOIGNER DU SYSTÈME ANGLAIS

Il y avait donc des raisons de réagir, mais la théorie politique capable de fonder cette action restait à constituer. Les principes théoriques de l'Empire conservaient leur ascendant sur les esprits. Il n'était pas aisé de créer un système politique différent de celui des Anglais, le plus libre et le plus admiré du monde depuis la Glorieuse révolution de 1688. Le passage d'une unité négative dirigée contre les mesures anglaises à une indépendance capable de se doter d'institutions nouvelles constitue ainsi un problème politique majeur, que la révolution américaine a d'abord résolu dans l'action, et dont elle a progressivement explicité la formule.

Le texte final de la Déclaration d'indépendance, rédigé par Jefferson, sera voté le 4 juillet 1776 par le Congrès continental, c'est-à-dire par une autorité temporaire dont le rôle était d'organiser la résistance passive et de formuler des pétitions au roi et au Parlement. Une nouvelle nation est née, mais elle ne s'est pas dotée d'institutions nouvelles. Elle est toujours constituée de treize entités politiques indépendantes. A dire vrai, commente

Howard, "on devrait parler des Etats unis et non pas d'une unité dénommée les Etats-Unis". Le fédéralisme américain n'a pas encore trouvé sa formule.

Ce sera chose faite avec la Constitution de 1787. Les articles de la Confédération, en 1781, tendaient surtout à protéger l'autonomie des Etats et leur démocratie locale. Par contre, la Constitution de 1787 créait une nouvelle nation. Le débat sur sa ratification fut marqué par une série d'articles rassemblés sous le titre : Le Fédéraliste, et publiés sous le pseudonyme de Publius.

D'octobre 1787 à mai 1788, les deux principaux auteurs, James Madison et Alexander Hamilton, élaborèrent ainsi la plus originale des contributions américaines à la philosophie politique. La Constitution ne se réduit pas à l'art d'ériger des verrous et contrepoids pour satisfaire les exigences contradictoires du Congrès et des Etats. Elle institue, montre Dick Howard, une forme politique nouvelle, "le fédéralisme libéral qu'on peut aussi désigner comme une démocratie républicaine". Sa clé réside dans une souveraineté présente partout sans s'incarner nulle part, puisque les trois pouvoirs sont réputés représentatifs. Le peuple, dans la pluralité de ses intérêts - de ses "factions" -, l'exerce par un système de représentation "où le représentant et le représenté ne peuvent jamais coïncider ni prétendre se confondre".

Irréductible au contractualisme de Locke comme à la pensée constitutionnelle de Montesquieu, dont elle ne partage pas le préjugé aristocratique, cette doctrine politique originale a montré sa fécondité comme ses faiblesses. Souple, elle n'a pas permis d'éviter une crise majeure, la guerre de Sécession. Serait-elle désarmée devant les tragédies de la politique moderne ?

Jean-Paul Thomas

ARTICLE PARU DANS L'EDITION DU 22.10.04